



# Luttes contre l'extractivisme

26 septembre 2016



## Compte rendu des Ateliers

**Luttes environnementales du Québec (Energie est, Gaz de schiste, regroupement citoyens, etc) présenté par Jacques Tétrault de RVHQ (Regroupement Vigilance Hydrocarbure Québec) <https://www.rvhq.ca/>**

**Non au pipeline Energie Est, intervenantes, Anne-Céline Guyon (campagne Coule pas chez nous), Jacqueline Balvet (ATTAC France), Mireille Pelletier (CSN), Mélina Laboucan-Massimo (Communauté des 1ères nation et Greenpeace)**

**Présentation des étapes de la construction du mouvement de lutte contre les hydrocarbures au Québec.**

Des luttes environnementales existent depuis longtemps au Canada notamment avec l'AQLPA qui existe depuis 1982 qui agit dans le domaine de la pollution atmosphérique et qui s'est créée avec les luttes contre les pluies acides.

En 2006, un projet de loi visant à sécuriser les actions des associations se met en place en 2009 par la loi contre les poursuites « bâillon » (qui voulaient bâillonner les associations) et améliore les possibilités de se constituer en association et d'organiser les luttes.

Les projets des compagnies pétrolières se succèdent pour l'exploitation des gaz de schiste et des sables bitumineux mais subissent des revers par l'action citoyenne :

2007, projet de pipeline Rabaska pour importer du gaz naturel abandonner par la pression de la population.

2 ans plus tard, en 2009, le même projet revient, mais cette fois en visant l'exportation de gaz de schistes provenant du développement de l'exploitation de puits au Canada. A cette époque, l'exploitation du gaz de schiste est en expansion à laquelle s'ajoute les perspectives d'exploitation des sables bitumineux. Le dollar canadien dépasse la valeur du dollar US sur les marchés.

2011, AQLPA, appuyé par la vigilance des citoyens très active dénonce la politique environnementale du gouvernement conservateur. Les écologistes exigent des études d'impacts pas seulement sur l'environnement mais aussi sur la situation économique et notamment sur l'industrie comme le textile tournée vers l'export qui voit ses profits baisser avec le dollar canadien trop fort.

Démarré la campagne, « Coule pas chez nous ». Des dizaines de milliers de personnes sont approchées (en porte à porte) pour expliquer les projets d'hydrocarbure dans la vallée du St Laurent.

2012, manifestation à l'occasion de la journée de la terre qui regroupe toutes les contestations sur les programmes sociaux et environnementaux. Près de 300 000 personnes. Le plus grand rassemblement que le Canada est vécu.

La coalition des groupes de luttes pour l'environnement demande des engagements clairs dans les politiques. Il faut que ça change. La campagne « Stop gaz de schiste » avec 80 comités obtient l'arrêt des forages de puits. (entre 2006 et 2010, 30 puits forés dont 17 avec la fracturation)

2013, abandon total du projet Rabaska

2014, projet de port pétrolier de Cacuna sur le St Laurent abandonné suite à l'action juridique de l'alliance des comités citoyens et des ONG pour faire reconnaître le site de reproduction des Bélugas. C'est une première victoire de la campagne « coule pas chez nous ».

Fin 2014, le leader étudiant du printemps étudiant de 2012 gagne un prix de 25 000 dollars pour son action. Il donne la totalité de son prix à la campagne et en fait l'annonce lors d'une émission de télévision très regardée et appelle les citoyens à donner pour atteindre 50 000 dollars. L'opération récolte 400 000 dollars. Cela montre l'importance de l'intérêt de la population.

Avril 2015, avec les perspectives de la COP 21, la marche « action pour le climat » dans la ville de Québec réunit plus de 25 000 personnes. Du jamais vu à Québec. Le message délivré au gouvernement : le climat est la première priorité.

Est créé le Front Commun pour la Transition énergétique : une alliance historique entre les citoyens (associations comme AQLPA ou AVHQ), les organisations environnementales (Greenpeace, 350.org), les groupes autochtones, les agriculteurs, les municipalités auxquels s'ajoutent aussi des organisations syndicales (CSN et FTQ). Cette alliance se positionne pour des énergies propres renouvelables qui créent de l'emploi.

Janvier 2016, la campagne « coule pas chez nous » obtient le soutien de la commune de Québec (sur la pression citoyenne) après celui de la commune régionale d'Autray.

### **Projet Energie Est de la Trans-Canada**

C'est le troisième projet pour tenter de sortir la production de pétrole du Canada. Trans-Canada a opportunément sorti le projet après la catastrophe ferroviaire d'un train de marchandise transportant du pétrole et qui avait fait 46 morts en déraillant au milieu d'une petite ville.

Avec le développement du pétrole des sables bitumineux, les compagnies pétrolières ont besoin de trouver des solutions pour le transport de la production et en particulier vers l'exportation car les raffineries canadiennes n'ont pas les capacités pour transformer toute la production qui est vouée à 80% à l'export. D'où la nécessité de construire à tout prix des pipelines de l'ouest vers l'est ou inversement.

Il faut savoir que l'exploitation des sables bitumineux demande beaucoup d'eau. En Alberta, cela n'est pas sans conséquence sur la population locale, les communautés des 1ères nations. Il existe des risques d'épanchement dans une zone constituée d'un réseau hydrique dense qui touchent les terres arables et les rivières. De plus l'exploitation de ces sables entraîne une forte déforestation (Plus important que celle de

la forêt amazonienne). Les communautés locales s'impliquent dans la lutte contre les sables bitumineux et développe des infrastructures d'énergie renouvelable comme le solaire.

Le pipeline Energie Est a pour objectif d'augmenter de 40% la production de pétrole de sable bitumineux. Cela représenterait en terme de pollution l'équivalent de 7,5% de véhicule en plus.

Mai 2016, le gouvernement donne le feu vert au projet alors que le dossier est incomplet.

Juillet 2016 lancement du projet de loi 106 sur la stratégie pour la transition énergétique qui inclus de fait le développement des hydrocarbures. Cette loi permettrait le retour des projets d'exploitation des gaz de schiste et de la fracturation hydraulique.

C'est dans ce contexte que se construit la mobilisation contre le projet d'oléoduc Energie Est portée par le Front Commun pour la Transition énergétique.

Actuellement le projet de pipeline génère beaucoup d'opposition de toutes les composantes de la société civile (agriculteurs, peuples des 1ères nations, ONG, OS, comité de citoyens) et de nombreuses municipalités qui représentent plus de 50% de la population du Québec. Plus de 60% de la population est opposé au projet.

Le travail d'alliance se développe entre les composantes de la société civile même avec celles de l'ouest canadien (côte pacifique). Il faut savoir qu'historiquement les rapports entre les deux parties du Canada (Est et Ouest) ont toujours été compliqués.

Le mouvement constitué autour du Front Commun est axé prioritairement sur la lutte contre un symbole qui représente l'extractivisme et l'industrie des énergies fossiles. Il souhaite aussi promouvoir pour le futur les énergies renouvelables et créer des alliances à l'international en visant les pays qui pourraient devenir à terme les clients du pétrole sale canadien. Dans ce cadre, la lutte contre les accords de libre échange qui peuvent favoriser l'arrivée du pétrole (en Europe par exemple) est primordiale.

La Confédération des syndicats nationale du Québec (CSN - 325 000 adhérents) s'est positionnée contre le pipeline et a intégré le Front Commun. Pas facile syndicalement de s'opposer a un tel projet qui prévoit la construction d'un pipeline sécurisé qui devrait générer 14 000 emplois. La réalité en fait est tout autre. Une étude indépendante a démontré que seulement 160 emplois seraient créés dont 33 sur la zone Québec.

La CSN a construit une stratégie énergétique pour une transition juste (adopté en mars 2016 et visible sur leur site). Elle s'oppose à tout projet de transport d'hydrocarbure qui permettrait l'exploitation des sables bitumineux insoutenables pour l'environnement.

Il faut savoir, comme l'a précisé J. Balvet d'ATTAC France, que pour transporter ce pétrole (par pipeline, bateau ou train), il est nécessaire de le diluer. En cas de naufrage d'un bateau, par exemple, les diluants s'évaporent rapidement et le pétrole se re-solidifie et se dépose sur les fonds marins. Il n'existe pas de plan d'intervention sur ce type de pétrole.

Le port de Dunkerque a été modifié (en supprimant une plage et toute la faune et la flore qui existaient) pour recevoir le gaz de schiste américain alors même que son exploitation est interdite en France. Les accords de libres échanges (CETA, TAFTA) favoriseraient ce type d'échange. La lutte ici et en France contre ces projets est essentielle.

En Europe, les pays membres ont compétence pour le choix du mix énergétique mais le transport et l'approvisionnement relève de l'UE. De plus, deux directives ont été modifiées en faveur des compagnies pétrolières, celle qui permettait d'exclure le pétrole des sables bitumineux et celle qui obligeait à produire une étude d'impact sur l'environnement des projets d'exploitation de gaz de schiste.

Il est nécessaire de travailler ensemble en créant par exemple un réseau de vigilance pour savoir si des cargos pétroliers partent des pays ressources comme les USA, le Nigéria, et demain peut-être le Canada.

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Forum social mondial à Montréal >
- Adresse de cet article :  
<https://solidaires.org/Luttes-contre-l-extractivisme>